



Inde & Co.

La Lettre Economique d'Asie du Sud :

Inde, Pakistan, Bangladesh et Sri Lanka

N° 87 octobre 2006

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Editorial

Le Forum France Inde 2006 : comment aborder efficacement le marché indien

Sommaire

Editorial	Pg 1
Agenda	Pg 2
Macroéconomie	Pg 2
Agriculture	Pg 7
Infrastructure et Industrie	Pg 9
Commerce et services	Pg11
Energie et TIC	Pg12
Informations Financières	Pg14
Tableau chiffres clés	Pg16

Dans le cadre du plan Cap Export Inde lancé par Mme Lagarde en février 2006 à New-Delhi (voir l'éditorial de notre numéro 84 de juin dernier), **Ubifrance** et **les Missions Economiques en Inde**, en partenariat avec la **FICCI** (Federation of Indian Chamber of Commerce and Industry) organisent du 3 au 8 décembre 2006, le premier Forum PME France Inde dans le but de promouvoir l'offre française en Inde et favoriser les accords commerciaux de partenariat entre les deux pays. Il s'adresse en priorité aux PME françaises qui ne connaissent pas ou peu le marché indien et qui souhaitent rencontrer des partenaires ou des clients indiens potentiels dans tous les secteurs d'activités. Cette convention d'affaires réunira 200 entreprises françaises et plusieurs centaines d'entreprises indiennes. Tout d'abord, les 4 et 5 décembre à l'hôtel Le Méridien de New-Delhi seront organisés des rendez-vous individuels (une entreprise française et son homologue indienne) de 30 mn sur la base de souhaits de rencontres préalablement exprimés par chaque participant via un outil informatique d'appariement et enrichis par les équipes des Missions Economiques présentes en Inde. En outre, durant les deux jours, un Village Expert sera mis en place, qui regroupera des spécialistes du marché franco-indien (avocats, experts comptables, banquiers, transporteurs, conseil implantation, marketing etc...) qui seront à la disposition des PME pour leur offrir leurs conseils. Enfin, les entreprises françaises auront également la possibilité de rencontrer des sociétés des pays limitrophes (Bangladesh, Népal, Pakistan et Sri Lanka) qui seront également présentes afin d'offrir une ouverture sur les marchés d'Asie du Sud. Les rendez-vous individuels se poursuivront (en option) par des extensions les 7 et 8 décembre à Bombay, Bangalore, Chennai, Calcutta ou au Punjab sous forme de programmes spécifiques de rencontres collectives ou individuelles avec visites d'entreprise indiennes, de sites ou de points de vente. L'objectif de ces extensions est de proposer une suite aux rendez-vous individuels effectués à Delhi en donnant l'opportunité aux entreprises d'avoir une vue concrète sur le milieu industriel. Les visites collectives et personnalisées permettront aux sociétés françaises de visualiser les différents produits, la technologie, la méthodologie sur le terrain.



La finalité première de cet événement est de contribuer à la fois à atteindre l'objectif fixé conjointement par le Président de la République et le Premier Ministre indien lors de leur déclaration de septembre 2005 lors de la visite de ce dernier à Paris à savoir le doublement des échanges commerciaux entre les deux pays et à la fois à améliorer la présence française en Inde à travers des partenariats accroissant les investissements français dans ce pays.

Nul doute que les entreprises françaises sauront saisir toutes les opportunités d'un marché qui connaît une croissance de 8% en moyenne depuis plus de trois ans (dont 8,9% sur le dernier trimestre connu (avril-juin 2006)).

Pour toutes informations, vous pouvez consulter le site : www.forumfranceindia.com

[Vanessa Mousset-Ganquly](#) ; [Emyline Bourbon](#) ; [Eric.Pierrat](#)

Agenda

23 - 27 octobre 2006	Mission de l'Ecole Polytechnique menée par son directeur général, M. Xavier MICHEL
27- 28 octobre 2006	Tenue de la réunion plénière du Forum d'initiative franco-indien (FIFI) à Paris
27 octobre 2006	Club des Ambassadeurs organisé par le Secrétariat Général du MAE à Paris
6 - 11 novembre 2006	Visite en Inde d'une délégation de l'ENSICA (école aéronautique)
15 novembre 2006	Show Pierre Cardin à New Delhi
15- 19 novembre 2006	Venue à Bombay du Président du Conseil Economique et Social, M. Jacques Dermagne, avec des chefs d'entreprises du secteur de la distribution.
16-17 novembre 2006	Célébration du "Ruby day"- 40ème anniversaire – de l'Indo-French Technical Association (IFTA) à Bangalore.
19-20 novembre 2006	Visite en Inde de M. Daniel BOUTON, PDG de la Société Générale avec une délégation du comité directeur de la banque
26-28 novembre 2006	India Economic Summit à New Delhi
4- 8 décembre 2006	Forum PME en Inde. Présence de Mme Christine LAGARDE, Ministre Déléguée au commerce extérieur

Macroéconomie et conjoncture

Auteur des brèves

florence.sermage@missioneco.org

Revu par

francois.kruger@missioneco.org

Les brèves économiques du mois - Inde

■ Croissance

- La croissance du PIB au cours du premier trimestre de l'année 2006-07 (avril-juin) a atteint 8,9%. Les secteurs les plus dynamiques ont été le secteur manufacturier (+11,3%) et le secteur commerce/hôtels/transports/communications (+13,2%).
- Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Inde : 8,3% pour l'année calendaire 2006 et 7,3% pour 2007, après 8,5% en 2005.

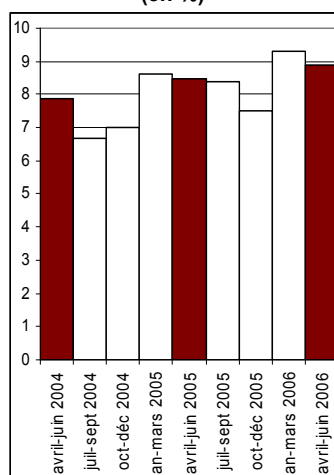
■ Investissement

- La part des valeurs mobilières dans l'épargne des ménages indiens a été multipliée par 4 entre 2004-05 (1,1%) et 2005-06 (4,9%, à comparer à 15-20% dans les pays développés).
- D'après une étude du *Financial Express* (portant sur 500 entreprises indiennes au chiffre d'affaires supérieur à 22 MUSD), la formation brute de capital des entreprises a progressé de 73% en 2005-06, soutenue par une croissance des actifs fixes de plus de 93% (leur part dans l'investissement s'élève désormais à 79%).

■ Politiques publiques

- Dans un discours prononcé à Chandigarh, le Premier ministre a appelé à lever les barrières tarifaires entre Etats (dont le coût pour la croissance des Etats du nord est estimé à 2%), à mettre fin à la course aux exonérations fiscales budgétairement coûteuses et à appliquer la nouvelle TVA de façon universelle (l'Uttar Pradesh n'a pas encore adopté la réforme) et uniforme (sans variation de taux selon les produits).
- Dans une interview accordée à *The Economic Times*, le Ministre des Finances a confirmé son engagement sur trois réformes : les retraites, dont la réforme longtemps repoussée devrait être enfin appliquée, y compris au secteur public ; le cadre qui permette l'essor des grandes surfaces et des centres commerciaux, sans prendre d'engagement sur l'ouverture aux sociétés étrangères ; un projet de loi de modernisation du secteur des assurances, d'ici

Croissance trimestrielle du PIB (en %)



Source : Base de données GTA

la fin de l'année, qui devrait relever le plafond des investissements étrangers de 26% à 49%, libéraliser les tarifs, renforcer les mesures prudentielles et permettre une diversification de l'offre au moyen de fonds communs d'assurances.

■ Tourisme

• Malgré son dynamisme (+14% en 2005-06), le secteur du tourisme n'a participé qu'à hauteur de 6% à la croissance du PIB (moyenne mondiale à 11%). Le potentiel de développement du secteur est élevé, à condition de lever les obstacles dont il souffre : pénuries de chambres, coûts fonciers réhibitifs, taxation élevée, lourdeur et coût des procédures d'obtention de visas.

■ Climat des affaires

• Le « *World Economic Forum's Global Competitiveness Index* » a récemment classé l'Inde en 43^{ème} position, assez nettement devant des pays émergents tels que la Chine (54^{ème}), la Russie (62^{ème}) ou le Brésil (66^{ème}).

• Le « *Bribe Payer's Index 2006* » réalisé par *Transparency International* classe l'Inde en pire position, reflétant la propension élevée des hommes d'affaires indiens à verser des pots-de-vin pour obtenir des contrats dans le monde. L'Inde arrive également en 88^{ème} position pour l'indice de perception de la corruption et en 108^{ème} position pour ce qui est du contrôle de la corruption.

■ Organisations internationales

• A la suite de la réforme augmentant les droits de vote au FMI de quatre pays (Chine, Corée du sud, Turquie et Mexique), le quota indien au sein de l'organisation a diminué de 1,95% à 1,91%, ce dont se sont émus plusieurs ministres.

Pour plus d'informations,
consulter la fiche « Inde :
Situation économique et
financière » :

<http://www.missioneco.org/documents/20/124444.pdf>

La fiche du mois : Les relations économiques Chine – Asie du sud

Cette analyse des relations économiques développées entre la Chine et l'Asie du sud s'appuie sur des données tirées des douanes chinoises.

Auteur de l'article

florence.sermage@missioneco.org

Relu par François KRUGER

francois.kruger@missioneco.org

■ La place de l'Asie du sud dans le commerce chinois, faible mais en progression

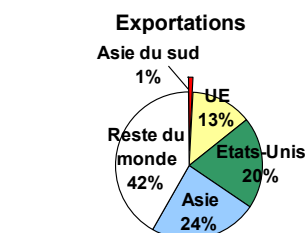
• Les échanges totaux entre la Chine+Hong-Kong et l'Asie du sud se caractérisent par une croissance continue de 1997 (9,1 Mds USD) à 2005 (36,9 Mds USD) mais un montant qui reste faible en valeur absolue et comparativement au total du commerce extérieur de la Chine+H-K (1,8% des échanges totaux en 2005).

• Les exportations de biens de la Chine+H-K vers l'Asie du sud restent faibles même si elles ont crû fortement (passant de 4,4 Mds USD en 1997 à 20 Mds USD en 2005) : elles ne représentent en effet que 2% des 1055 Mds USD d'exportations chinoises en 2005 (contre 1% sur un total de 371 Mds USD en 1997), loin derrière le reste de l'Asie (22%), les Etats-Unis (20%) et l'Union européenne (14%).

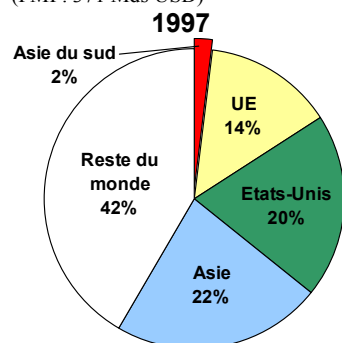
• Les importations de la Chine+H-K en provenance de l'Asie du sud ont suivi une évolution semblable, en croissance continue de 4,7 Mds USD en 1997 à 17 Mds USD en 2005, soit des parts de marché respectivement égales à 1% (sur un total de 355 Mds USD) et 2% (total de 961 Mds USD) alors que l'Asie représentait en 2005 45%, l'UE 10% et les Etats-Unis 6%.

• Les similarités d'évolution des exportations et des importations ont conduit au maintien dans un quasi-équilibre de la balance commerciale entre l'Asie du sud et la Chine+H-K : de positive en 1997, elle devient légèrement déficitaire en 1999, pour atteindre -3,1 Mds USD en 2005. L'Asie du sud est globalement

importatrice de produits de la Chine (-5,2 Mds USD en 2005) et exportatrice vers Hong-Kong (+2,1 Mds USD).

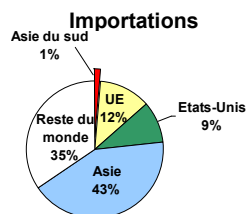


Total : 371 Mds USD
(FMI : 371 Mds USD)

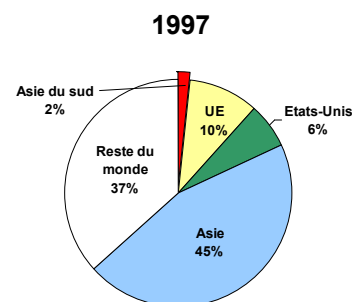


Total : 1055 Mds USD
(FMI : 853 Mds USD en 2004)

2005



Total : 355 Mds USD
(FMI : 351 Mds USD)



Total : 961 Mds USD
(FMI : 832 Mds USD en 2004)

2005

Source : Base de données GTA

■ **Les flux détaillés par pays de la zone : prédominance de la relation Inde - Chine**

● Au sein de l'Asie du sud, la part de l'Inde dans le commerce avec la Chine+H-K a progressé continûment, atteignant 73% en 2005. Suivent le Pakistan (13,5% en 2005), le Bangladesh (8,6%), Sri Lanka (4%) et les autres pays d'Asie du sud (0,8%).

● La situation de l'Inde a cette autre particularité qu'elle est restée exportatrice vis-à-vis de la Chine+H-K (excédent commercial 3,1 Mds USD en 2005) alors que tous les autres pays sont devenus déficitaires. Cependant, les sources chinoises et indiennes divergent sur ce point, les dernières donnant une position légèrement déficitaire de l'Inde depuis 2004.

● Positive en 1997, la balance commerciale du Pakistan avec la Chine+H-K est déficitaire depuis 2002 (-2 Mds USD en 2005). Les échanges du Bangladesh et de Sri Lanka sont caractérisés par l'existence d'un déficit commercial très important : -2,8 Mds USD en 2005 pour le Bangladesh (pour un total d'échanges avec la Chine+H-K de 3,2 Mds USD) et -1,3 Mds USD pour Sri Lanka (pour un total d'échanges de 1,5 Mds USD), les produits chinois prenant de plus en plus d'importance dans l'économie de ces deux pays.

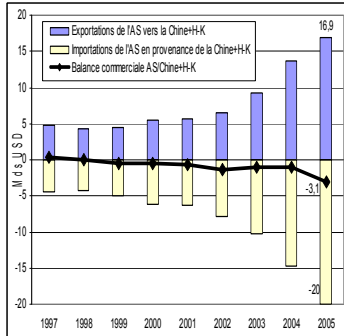
● En termes d'investissements, les flux en provenance de Hong-Kong prédominent. Ainsi, l'Inde a reçu 366 MUSD (en flux cumulés d'investissements directs étrangers de 1991 à 2005) de la part de Hong-Kong, dans le secteur de l'énergie (19%), des services (16%), de l'hôtellerie et du tourisme (14%) et des télécommunications (11%), contre seulement 2,9 MUSD en provenance de la Chine (37% dans le secteur commercial, 29% dans l'équipement industriel et 17% vers l'hôtellerie et le tourisme). Le Pakistan a reçu 91 MUSD (cumulés sur 2000-2006), en augmentation de 65% en 2004-05 du fait de Hong-Kong, essentiellement dans les secteurs des télécommunications, financier et de l'énergie ; Sri Lanka a reçu 130 MUSD d'IDE (flux cumulés) de Hong-Kong, se dirigeant vers les services et les textiles, prêt-à-porter et produits en cuir, contre seulement 16 MUSD de la Chine ; le Bangladesh a également reçu 10 MUSD (IDE cumulés).

● L'aide publique au développement chinoise est inexistante en Inde. En revanche, le Pakistan en bénéficie, essentiellement sous forme de prêts liés (124 MUSD d'engagements et 140 MUSD de décaissements en 2002-03 et 48 MUSD d'engagements et 87 MUSD de décaissements en 2003-04). L'aide chinoise après le séisme au Cachemire du 8 octobre 2005 a en outre été la troisième plus importante (31 MUSD de dons et 300 MUSD de prêts). Sri Lanka reçoit une aide chinoise régulière qui s'élève à 90 MUSD (engagements cumulés incluant les prêts de l'Exim Bank) à la fin de l'année 2005 dont 34 MUSD d'APD. La Chine a par ailleurs accordé une aide spéciale à la suite du tsunami (2 MUSD de dons, 4 MUSD d'annulation de dettes, 10 MUSD de prêt, dons de matériel et d'équipement).

■ **Les échanges détaillés par secteurs : matières premières sud-asiatiques contre produits manufacturés chinois**

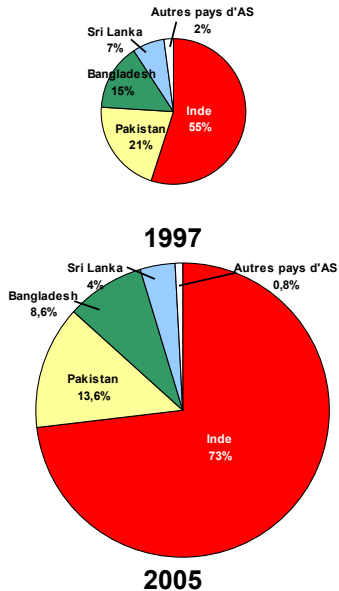
● Le commerce bilatéral entre l'Asie du sud et la Chine+H-K se caractérise par un net déséquilibre sectoriel, avec des exportations de matières premières sud-asiatiques (en 2005, 6 Mds USD de minerais, scories et cendres soit 33% du total des exportations, 5 Mds USD de pierres précieuses soit 28%, 1 Md USD de coton soit 9%) et des importations de produits manufacturés chinois (en 2005, 3 Mds USD de machines et équipements électriques soit 17%, 3 Mds USD de machines du type réacteurs nucléaires et chaudières soit 14%).

Balance commerciale Asie du sud - Chine+H-K



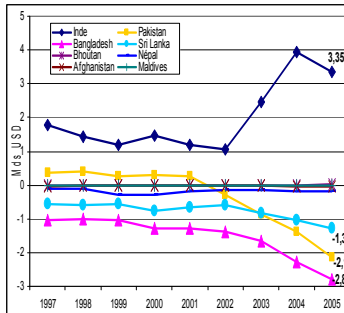
Source : Base de données GTA

Répartition géographique du commerce de l'Asie du sud avec la Chine+H-K



Source : Base de données GTA

Balance commerciale des pays de la zone Asie du sud avec la Chine+H-K

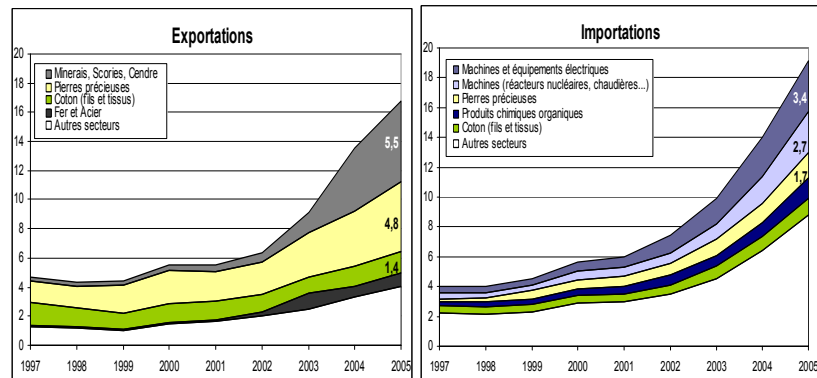


Source : Base de données GTA

• Ce profil du commerce de l'Asie du sud avec la Chine+H-K est très similaire à celui du commerce indien en raison de la place prédominante de l'Inde dans les échanges économiques entre les deux zones. En 2005, les exportations de l'Inde vers la Chine+H-K ont été dominées par les minerais, scories et cendres (37%), les pierres précieuses (32%), le fer et l'acier. Les importations de l'Inde sont essentiellement constituées de machines et équipements électriques (20%), de machines thermiques (15%), de pierres précieuses (15%).

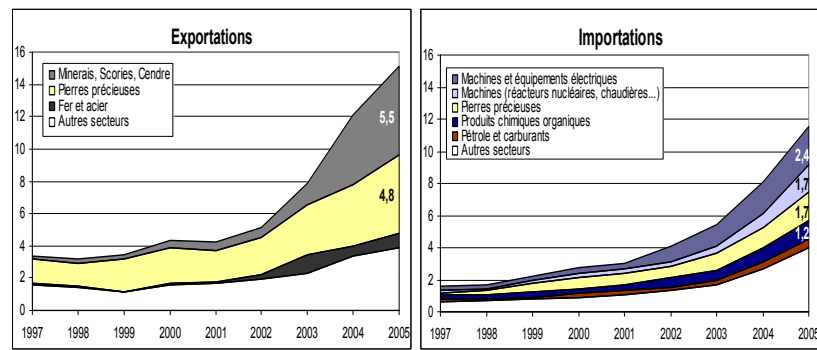
• Pour ce qui est des autres pays d'Asie du sud, la situation est plus variable. Le Pakistan exporte essentiellement du coton (75% en 2005) et le Bangladesh des cuirs et peaux (57%) alors que Sri Lanka est moins spécialisé (19% de minerais, scories et cendres, 14% d'épices, café et thé, 13% de machines et équipements électriques). Quand aux importations, si celles du Pakistan ressemblent à celles de l'Inde (18% de machines thermiques, 17% de machines et équipements électriques), le Bangladesh a surtout importé du coton (25%), de même que Sri Lanka (coton 16% et tissus en maille 15%).

Répartition sectorielle des échanges de la zone Asie du sud avec la Chine+H-K



Source : Base de données GTA

Répartition sectorielle des échanges de l'Inde avec la Chine+H-K



Source : Base de données GTA

Les brèves économiques du mois- Asie du Sud

Auteur des brèves

vivien.massot@missioneco.org

en collaboration avec les Missions
Économiques d'Asie du Sud

Revu par

francois.kruger@missioneco.org

Classements : Business et Corruption

	Doing Business (2006)	Economic Freedom Index (2006)	Corruption Perceptions Index (2005)
Afghanistan	182		117
Bangladesh	88	55	128
Bhoutan	120		
Inde	104	62	120
Maldives	62		
Népal	133	110	117
Pakistan	74	55	144
Sri Lanka	68	62	120
Émirats	121	62	120
Chine	62	62	120
Russie	65	102	125

Sources : Banque mondiale, Fraser
Institute, Transparency International

■ Asie du sud

● **Croissance** : La BAsD (*Asian Development Outlook 2006*) prévoit une croissance de 7,5% en Asie du sud en 2007. Le Bhoutan (12%) et l'Afghanistan (10,6%) auraient les taux de croissance les plus élevés. Le Bangladesh (6%), Sri Lanka (5,2%) et l'Inde (7,8%) resteraient sur leurs trajectoires actuelles. Outre le Bhoutan, le Népal (3,4%) et le Pakistan (7,3%) connaîtraient une accélération significative, alors que les Maldives seraient en décélération (6%).

● **Environnement des affaires** : Dans le classement *Doing Business 2007* de la Banque mondiale, le Pakistan arrive en 74^{ème} position (sur 175 pays). La Banque estime que le pays aurait des efforts à faire en matière de lutte contre le chômage et la pauvreté, la forte croissance économique (moyenne de 6% sur les quatre dernières années) et l'aide extérieure dont il bénéficie n'ayant pas entraîné d'amélioration sensible de la situation des plus défavorisés (56% de la population du Pakistan courrait ainsi le risque de tomber sous le seuil de pauvreté). Le Bangladesh est en 88^{ème} position (en baisse de 7 places par rapport à 2005), suivi de Sri Lanka (89^{ème}), du Népal (100^{ème}) et de l'Inde (134^{ème}), avec notamment pour ces trois pays une législation du travail jugée pénalisante. Le Bhoutan (138^{ème}) et l'Afghanistan (162^{ème}) arrivent parmi les derniers de ce classement.

■ Afghanistan

● **Plus de 300 écoles fermées** : Des écoles ferment dans le sud de l'Afghanistan (150 dans la seule province de Kandahar, selon le ministère de l'Éducation), en raison des pressions et menaces exercées par les groupes se réclamant d'Al Qaeda. Dans la région, plus de 50 écoles ont été attaquées : l'UNICEF a recensé plus de 99 incidents durant les 6 derniers mois (1 missile, des incendies, des menaces). En décembre 2005, 5,1 millions d'enfants étaient scolarisés, dont 1,5 million de filles.

● **Rapport du Think Tank *Senlis Council*** : Le rapport intitulé : « *L'Afghanistan cinq ans après - le retour des Talibans* » brosse un tableau sombre de la situation du pays, évoquant le retour de l'insécurité en dépit de la présence de forces militaires étrangères (avec le développement d'un sentiment d'occupation au sein de la population), le montant jugé faible des dépenses d'aide à la reconstruction (7,3 Mds USD, comparé aux 82,5 Mds USD de dépenses militaires) et la persistance de la pauvreté extrême d'une partie de la population (famines dans le sud à la suite des politiques jugées trop brusques d'éradication de la culture du pavot, dont dépendrait la survie de millions de paysans).

■ Pakistan

● **Banques islamiques** : Le PDG de BankIslami Pakistan a indiqué que le secteur de la banque islamique au Pakistan devrait attirer 500 à 600 MUSD d'IDE cette année. Les dépôts dans les banques islamiques pakistantaises devraient atteindre 780 Mds USD d'ici 2014, la part de marché de ce secteur atteignant 10 % d'ici 2020. Il existerait au total 267 banques islamiques opérant dans 75 pays qui gèrent environ 202 Mds USD de dépôts, 400 Mds USD d'investissements et 260 Mds USD d'autres actifs (sans compter 200-300 Mds gérés par les départements islamiques de banques internationales).

■ Sri Lanka

● **Plan 2006-2010** : Le gouvernement vient de présenter son plan pour l'économie à 5 ans. Il fixe comme objectif d'atteindre une croissance de 8,5%, de réduire l'inflation (4%), le déficit courant (-2,9% du PIB) et la dette extérieure (36,4%).

Pour plus d'informations :

- Pakistan :

<http://www.missioneco.org/documents/126/120773.pdf>

- Sri Lanka :

<http://www.missioneco.org/documents/165/122984.pdf>

- Bangladesh :

<http://www.missioneco.org/documents/166/118713.pdf>

- Bhoutan :

<http://www.missioneco.org/documents/20/124445.pdf>

-Népal :

<http://www.missioneco.org/documents/20/124486.PDF>

Agriculture**Auteur des brèves**gregoire.delasabliere@missioneco.orgamlan.dewan@missioneco.orgsophie.clavelier-kahn@missioneco.org**Revu par**pascale.fleury@missioneco.org**Actualités****INDE****Reliance s'attaque au secteur laitier**

Les dirigeants de Mehsana District Milk Producer's Union ont rencontré fin août les dirigeants de **Reliance**. Ces derniers se lancent dans la construction de centaines de supermarchés, à travers toute l'Inde. Afin de s'assurer un approvisionnement régulier, Reliance propose d'acheter leur lait, 10 % plus cher qu'ils ne le vendent à la Gujarat Cooperative Milk Marketing Federation (GCMMF).

Tesco pénètre le marché indien

Tesco envisage la signature d'un accord avec le groupe indien Bharti Enterprises (CA 2006 : 2 milliards €). Le groupe Bharti Telecom est lié par contrats à des agriculteurs cultivant près de 2000 ha. Auparavant, Wal-Mart et Carrefour avaient négocié avec ce groupe, mais aucune entente n'avait pu aboutir. Aujourd'hui, deux propositions de contrats sont envisagées :

- soit Tesco devient le partenaire privilégié pour l'ouverture de magasins franchisés Bharti's;
- soit Tesco devient le partenaire privilégié sur la partie des « approvisionnements en produits » : ce qui implique un transfert de technologies et un support pour la mise en place des infrastructures.

MoU secteur avicole

L'Etat du Jammu et Cachemire a une consommation de 100 millions de volailles par mois. La demande locale est aujourd'hui approvisionnée à 25% par l'Etat et 75 % par l'Haryana et le Penjab.

Pour modifier cette répartition, l'Etat du Jammu a signé un MoU (Memorandum of Understanding) avec le groupe Venkateswara Hatchery. Ce groupe indien est un des leaders de la production de volailles, d'œufs et un acteur important de la santé animale (CA 2005 : 32,5 M €).

Cette entente doit permettre la production de 60 millions de volailles par mois dans l'Etat du Jammu et Cachemire, notamment par la mise en place de « contract farming ».

BANGLADESH**Point sur la grippe aviaire**

Malgré les efforts soutenus de la Mission Economique de Dhaka, l'embargo sur les volailles et produits dérivés en date du 21 février n'a toujours été levé par les autorités. La France a fourni l'année dernière au Bangladesh 60 % des poussins d'un jour pour un montant total de 1,7 million €.

Agroalimentaire bangladais : un marché potentiel pour des semences de qualité

Au Bangladesh, le gouvernement conçoit depuis peu le besoin de faire l'usage de semences de qualité afin d'augmenter la production de céréales. Une étude publiée lors d'une foire des semences en septembre dernier à Dhaka, indique que l'usage de semences de qualité pourrait entraîner à terme une augmentation de la production agro-alimentaire de 20%.

A ce jour il manque des laboratoires de préservation, des capacités de recherche scientifique, et surtout des moyens de financement adéquats. Selon le Ministère de l'agriculture, lors de l'année fiscale 2005/2006, la demande en semence du riz s'est élevée à 77 664 tonnes, à 19 051 tonnes pour la semence de blé et à 3 233 tonnes pour la semence de maïs.

La fiche du mois : Du soda au jus de fruit

Auteur de l'article

pascale.fleury@missioneco.org

Revu par

eric.pierrat@missioneco.org

Le marché des jus de fruit et nectars est estimé à 19 M €, celui des boissons à base de fruit à 87 M €.

Cas de l'Inde

Il y a deux mois Pepsi Co et Coca-Cola India devaient faire face à un virulent rapport d'une ONG indienne qui stigmatisait la présence très élevée de pesticides dans les sodas produits en Inde par les deux multinationales. Plusieurs Etats bannissaient même la vente de ces boissons sur leur territoire. Blanchis par les autorités fédérales, les deux groupes ont entamé une campagne d'image d'envergure pour rassurer des consommateurs qui ont de plus en plus tendance à réclamer des produits sains. Renforcé par ces vicissitudes, le marché des jus de fruit continue de bien se porter et enregistre cette année une croissance de 27 %. Cette croissance est partagée par des acteurs déjà en place : Dabur qui détient à lui seul 60 % des purs jus, mais aussi justement Pepsi Co qui trouve à rebondir avec sa marque Tropicana. Coca-cola occupe quant à lui 33 % du segment des boissons à base de fruit avec Maaza. De nombreux nouveaux acteurs, souvent régionaux, tentent également de pénétrer le marché comme Surya Foods and Agro Ltd, essentiellement basé dans le nord du pays qui réalisait l'année dernière un chiffre d'affaire de 175 000 € mais dont les ventes devraient atteindre 4,5 millions d'euros cette année.

Le marché tend également à se diversifier, chaque fabricant proposant régulièrement de nouvelles saveurs.

Une préoccupation croissante pour des produits « sains »

L'Inde comme beaucoup de pays de la région connaît une amélioration rapide de son niveau de vie. Celle-ci a pour corollaire un changement radical des habitudes alimentaires de la population et l'augmentation rapide de l'obésité. La population indienne a toujours été particulièrement réceptive aux courants de pensée naturalistes. La nouvelle classe aisée, après avoir assouvi son besoin d'occidentalisation se tourne rapidement vers des compromis alliant modernité et tradition. Les grands acteurs internationaux du secteur l'ont bien compris en diversifiant très rapidement leur offre pour répondre à l'évolution de ces nouveaux consommateurs.

La forte hausse du pouvoir d'achat liée à une démographie en pleine expansion devrait assurer une croissance du même ordre de grandeur pendant plusieurs années encore. Les investissements dans ce secteur devraient se multiplier très rapidement.

Cas du Pakistan

Marché de taille encore réduite (40 M€), le secteur des jus de fruits, au Pakistan, n'en progresse pas moins de 20% à 25% par an.

Sixième producteur au monde d'agrumes et de mangues, le pays a produit, en 2004, près de quatre millions de tonnes de fruits par an (3.992.000 tonnes/an) dont 989.000 tonnes d'agrumes (oranges, clémentines, mandarines), 525.000 tonnes de pommes, 438.000 tonnes de manges et 126.000 tonnes de goyaves.

La capacité installée de transformation des fruits en jus et pulpe est limitée à 24 unités, soit 400.000 tonnes de fruit par an. Le plus grand nombre est implanté dans le Pendjab et la métropole de Karachi. Les jus de fruits sont essentiellement produits par trois grandes sociétés : Shezan, Mitchell et Nestlé, cette dernière détenant à elle seule 50% de part de marché.

En 2004, les exportations ont représenté environ 10 % de la production soit des recettes de 4,5 M€ pour un volume exporté de 10.000 tonnes. Les importations sont évaluées à environ 1000 tonnes/an.

Soucieux de développer un secteur agro alimentaire actif, le Gouvernement met en place politique très ouverte et incitative (exonération de droits de douane sur les équipements importés, subvention des taux d'intérêt des prêts alloués) qui englobe la production de jus de fruits.

Infrastructure et Industrie

Auteur des brèves

germain.araud@missioneco.org

Revu par

aurelie.bouffandeau@missioneco.org

Actualités

Investissements de 700 M USD en Inde pour Hyundai Motors

Dix ans après s'être installé en Inde, Hyundai prévoit d'y investir 700 M USD. L'investissement devrait inclure la construction d'une nouvelle unité de production, adjacente à l'usine actuelle près de Chennai dans le Tamil Nadu, qui permettrait de doubler la capacité de production de véhicules du constructeur coréen en Inde qui est actuellement de 300 000 unités par an. Le nouveau site de production serait opérationnel d'ici 2008.

Hyundai souhaite également faire venir en Inde de nouveaux fournisseurs coréens supplémentaires. L'investissement total de Hyundai représenterait alors près de 1.4 Mds USD pour l'Etat du Tamil Nadu.

Mahindra fait l'acquisition d'un équipementier automobile allemand

Le constructeur Mahindra & Mahindra a fait l'acquisition début octobre de 68% de la fonderie allemande Jeco Holding AG. Le montant exact de la transaction n'a pas été dévoilé mais est évalué à 180 M USD ce qui en fait l'acquisition la plus élevée du groupe.

Mahindra Systech (anciennement Mahindra Systems and Technologies, MSAT), a pour objectif de réaliser 1 Mds USD de chiffre d'affaires d'ici 2010 et principalement via une stratégie d'acquisitions qui permettra au groupe d'accéder à de nouveaux marchés et technologies. Systech avait déjà acquis en janvier 2006 pour un montant non divulgué 98,6 % du groupe Stokes, le plus important sidérurgiste pour l'industrie automobile au Royaume-Uni.

La fiche du mois : Infrastructures en Inde

Les défis et les opportunités pour 2007 -2012

Le 7 octobre 2006, s'est tenue à Delhi une conférence importante sur les projets d'infrastructures en Inde, « *Building Infrastructure : Challenges and Opportunities* ». A cette occasion, Manmohan Singh, le Premier ministre indien a rappelé que le 11ème plan quinquennal (2007-2012) requerrait un investissement total de 320 Mds USD pour les infrastructures de transport ferroviaire, aérien, portuaire, routier ainsi que l'énergie, les télécommunications, l'alimentation en eau et l'irrigation. Il s'agit d'investissements majeurs prévus afin de maintenir un taux de croissance d'au moins 8% par an.

Etant donné l'importance de ces investissements, les PPP (Partenariats Public-Privé) seront des outils importants pour poursuivre cet effort financier. A ce titre, le gouvernement a mis en place deux outils de financement. Le « *Viability Gap Funding* », une subvention directe allouée par le gouvernement pour faire émerger les projets de PPP et le deuxième « *India Infrastructure Finance Company limited* », créé en janvier 2006 pour compléter sur le long terme les prêts du marché bancaire alloués aux projets d'infrastructures.

Auteur de l'article

pooja.jain@missioneco.org

Revu par

natacha.monnet@missioneco.org

Le besoin d'investissement pour moderniser le transport ferroviaire s'élèverait à 66 Mds USD sur les cinq années à venir. Le Ministère des chemins de fer prévoit la construction de nouvelles voies, la mise en place d'entrepôts et la modernisation du matériel roulant avec une coopération publique-privée. Le projet de corridor fret a été annoncé par le Ministre des chemins de fers dans le budget 2006-2007. Ce projet vise à réduire le trafic routier de transport des marchandises. Il va rendre également le transport ferroviaire des marchandises plus rapide et efficace et notamment pour le commerce entre les Etats de l'Inde. Ce projet de 11 500 kms nécessitera un financement de 5 Mds USD. Une société privée devrait être prochainement désignée vers la fin du mois d'octobre, pour être en charge de la gestion de ce projet et notamment gérer l'ensemble des travaux mis en œuvre par les entreprises pour la signalisation et l'électrification des rails. La première pierre du corridor Ouest a été posée au début du mois d'octobre 2006. Ce premier couloir de 1 469 kms liera le port de Jawahar Lal Nehru (Mumbai) à Dadri (Uttar Pradesh). Le projet sera accompli d'ici cinq ans, pour un coût total de 2,5 Mds USD. Parallèlement, le corridor Est a été lancé le 27 septembre 2006. Avec ses 1 232 kms il reliera la ville de Ludhiana au Penjab à Haldia près de Calcutta pour un coût total de 2,1 Mds USD. Dans le secteur ferroviaire, il est envisagé également la mise en place de trains à grande vitesse reliant Mumbai et Ahmedabad, projet dont l'étude de faisabilité est actuellement en cours.

Le secteur du transport aérien, qui a connu depuis avril 2004 une croissance de l'ordre de 25% par an, nécessite un financement qui s'élèverait à 9 Mds USD pour gérer la demande croissante du marché domestique. La construction des nouveaux aéroports de Delhi et Bombay sont menés respectivement par GMR-Fraport et GVK-South African Airports. Ceux de Bangalore et Hyderabad sont déjà en cours avec les consortia Siemens et GMR et le SPV (*Special Purpose Vehicle*) HIAL. Ces deux projets devraient être achevés d'ici 2008. D'autre part, la rénovation des aéroports de Chennai et Kolkata devrait être réalisée par AAI (*Airport Authority of India*) elle-même sous l'égide d'un SPV (*Special Purpose Vehicle*), en raison de l'opposition politique à la privatisation. Le principe du développement de 35 aéroports dans les autres villes du pays a également été approuvé par l'AAI.

L'Inde possède 12 ports majeurs et 45 ports secondaires. Pour faire face à un trafic de 573 millions tonnes de marchandises en 2006-07, qui va doubler dans les cinq prochaines années, le développement des infrastructures portuaires nécessite un investissement de 11 Mds USD. Les plans de prospective préparés les Port Trust prévoient au total 53 postes d'amarrages pour l'accueil des plus gros bateaux dans les ports indiens. Le projet de corridor fret qui va lier le port de Jawahar Lal Nehru (Bombay) à Dadri (Uttar Pradesh) et celui de Haldia (Calcutta) à Ludhiana, sera l'une des premières réalisations pour connecter les ports au réseau routier et ferroviaire.

Le programme de NHAI (*National Highways Authority of India*) pour le développement des autoroutes nationales s'articule autour de la construction d'un réseau de routes principales à configuration autoroutière (*Golden Quadrilateral*) de 4 voies sur 17 500 kms en cours d'achèvement et de 6 voies de 6 500 kms. Ce projet nécessite au total un financement de 50 Mds USD. La seconde phase du projet va être réalisée par un PPP sur la base d'un contrat de concession de type BOT. Il est envisagé également la rénovation de 20 000 kms d'autoroutes nationales. Un projet pour développer 1000 kms d'autoroutes urbaines est en phase d'initiation.

Enfin, le secteur électrique a aussi été largement évoqué au cours de cette

Informations disponibles sur le site :

<http://infrastructure.gov.in>

conférence, compte tenu des problèmes persistants de pénurie d'électricité. Le Premier Ministre a rappelé la nécessité de fournir un service fiable, de qualité et à un prix raisonnable en réduisant les fortes pertes sur le réseau de transport et distribution tout en augmentant les capacités de production. A cette fin, une ouverture à des partenariats avec le secteur privé est envisagée ainsi qu'une ouverture totale du secteur à la concurrence.

Commerce et Services

Auteur des brèves

brinder.rault@missioneco.org

Revu par

eric.pierrat@missioneco.org

Actualités

Succès français : Arrivée de TOPY en Inde

L'entreprise française TOPY, un des leaders des semelles et des talons en caoutchouc pour les chaussures, vient de signer un contrat de distribution avec Agarwal Traders, l'entreprise indienne, basée à Kanpur. En Inde 80% des semelles et des talons sont en caoutchouc. Le marché indien de la chaussure est estimé à 1Mrd €. Le plus grand acteur est *Bata* et d'autres principaux acteurs sont *Florind Shoes*, *Phoenix International*, *Lakhani India*, *Liberty Shoes*, *Mirza Tanners*, *Relaxo Footwear*. Les principales marques indiennes du Prêt-à-porter homme comme *Allen Solley*, *Louis Philippe*, *Color Plus* viennent de lancer leurs propres lignes de chaussures.

La fiche du mois : Bilan de l'impact de du changement de législation concernant les IDE dans le secteur de la distribution pour les marques uniques

Depuis le 24 janvier 2006, les investissements directs étrangers sont autorisés à hauteur de 51% dans le commerce de détail pour les entreprises distribuant leurs produits sous une marque unique.

Dès l'annonce de la réforme, celle-ci n'a pas soulevé un grand enthousiasme des professionnels de la distribution, qui estiment que cela aura un impact limité sur leur secteur.

Aujourd'hui, plus de 9 mois après l'annonce de cette réforme seuls quelques acteurs, soit une dizaine, auraient fait la demande auprès du Department of Industrial Policy Promotion (DIPP) du Ministère du Commerce. Louis Vuitton a été la première marque à recevoir l'accord du gouvernement indien pour créer une co-entreprise majoritaire à 51% et investir dans un premier temps près de 300 000 EUR. D'autres marques telles que Fendi, Lladro, Gucci, Vesace, Gap et Zegna auraient également déposé une demande auprès du Ministère du Commerce indien.

Etant donné les investissements que représentent la création d'une co-entreprise en Inde, certains acteurs, marques étrangères, tout comme les partenaires potentiels indiens sont encore peu favorables à ce type d'accord et préfèrent s'accorder sur un contrat de franchise. En Inde, cet accord est considéré comme un transfert de savoir-faire dont la rémunération forfaitaire (règlement comptant ou « lumpsum ») est inférieure à 2 M USD et les redevances (royalties) ne dépassent pas 5% des ventes locales (ou 8% du CA export). De tels projets peuvent bénéficier de la procédure d'approbation automatique de la RBI. Par ailleurs, les redevances peuvent être versées à la société étrangère par sa filiale ou par la co-entreprise indienne sans limitation dans le temps (auparavant ces versements étaient limités à une période de 7 ans de production au maximum). Le forfait couvre essentiellement le transfert de savoir-faire mais également la fourniture de plans et de dessins techniques, la cession de brevet ou de marque et les redevances d'ingénierie et de conseil (engineering services fees). Selon la réglementation des changes en vigueur, une société indienne peut importer librement, sans autorisation préalable des

Auteur de l'article

aurelie.bouffandeau@missioneco.org

Revu par

naganathan.veluppillai@missioneco.org

autorités, des prestations de service (effectuées par exemple par un architecte étranger) jusqu'à concurrence de 1 M USD par transaction. Le gouvernement prévoit par ailleurs d'assouplir le processus de règlement des différends des parties liées par un accord de franchise.

Même si la réforme actuelle est un premier pas, seule une réforme sur les IDE concernant les enseignes à marques multiples auraient un impact réel sur le positionnement des acteurs étrangers dans le secteur de la distribution qui à ce jour n'ont le choix pour s'implanter qu'entre un accord de franchise et une présence en tant que grossiste (« cash & carry »).

Energie et TIC

Auteur des brèves

christophe.commeau@missioneco.org

alexandre.montin@missioneco.org

sophie.clavelier-khan@missioneco.org

Revu par

steven.curet@missioneco.org

Recommandations sur le spectre / Autorité de régulation des télécoms

http://www.trai.gov.in/Recommendations_content.asp?id=64

Airtel

<http://www.airtelworld.com>

Bharti Telesoft

<http://www.bhartitelesoft.com>

Actualités

Technologies de l'Information et de la Communication

Le spectre réservé aux communications 3G en Inde a enfin été défini : il s'étendra sur 32,5 MHz, dont 25 MHz réservés pour les cinq plus gros opérateurs dans la bande 2,1 GHz, 1,25 MHz pour les deux opérateurs CDMA dans la bande 800 MHz et 5 MHz pour un opérateur CDMA dans la bande 450 MHz. L'attribution des fréquences se fera au cours des 6 à 9 prochains mois et les services devraient démarrer en juin 2007.

Le marché des services mobiles à valeur ajoutée en Inde va suivre la croissance du marché de vente de téléphones mobiles, estimé à 350 millions d'abonnés en 2010. Attendue pour 2007, la 3G suscite déjà l'intérêt des opérateurs comme Bharti qui, via sa filiale Telesoft, prépare des services multimédia et des plateformes e-business pouvant rapporter plus de 50% du chiffre d'affaires. Actuellement, les SMS et les connexions en roaming sont la première source de revenus hors-forfait.

BSNL a dévoilé les vainqueurs de son appel d'offre portant sur la création de 60 millions de lignes GSM : Nokia et Ericsson ont remporté 45,5 millions de lignes GSM et les 15 millions de lignes supplémentaires ont été attribuées à la co-entreprise ITI-Alcatel qui détient un quota public (PSU). Motorola et le chinois ZTE ont été éliminés.

Yahoo prévoit de lancer jusqu'à 6 portails indiens disponibles en langue régionale. Cette opération sera rendue possible après l'acquisition de sociétés indiennes en charge de ces portails. Par ailleurs, le groupe américain va aussi étendre son centre R&D de Bangalore pour bénéficier de plus de 1000 ingénieurs d'ici la fin de l'année.

Le haut-débit ne sera bientôt plus l'apanage de seulement 400 villes indiennes : BSNL prévoit de raccorder 20000 villages, sans toutefois donner d'échéance. Le coût du projet est estimé à 350 millions d'euros car il prévoit l'installation de câbles à fibre optique GWDM pouvant transférer des paquets de 20 Gb de données au lieu de 2,5 Gb à l'heure actuelle.

L'opérateur des Emirats Arabes Unis, Al-Warid, qui avait remporté l'appel d'offres en décembre 2005 pour la sixième licence de GSM au Bangladesh, prévoit le lancement de ses services de GSM courant octobre. Le Bangladesh disposera désormais de 5 opérateurs GSM privés et d'un opérateur public.

Energie

La pénurie d'électricité au Bangladesh. Près de 50% de la demande d'électricité demeure désormais insatisfaite, en raison de la dégradation

croissante du parc de centrales. Une seule centrale de 80 MW a été aménagée au cours du mandat 2001/06 du premier ministre Zia alors que la demande augmentait dans le même temps d'1,5 GW.

La fiche du mois: Les défis énergétiques de l'Asie du Sud

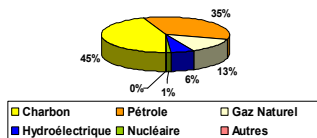
Auteur de l'article

steven.curet@missioneco.org

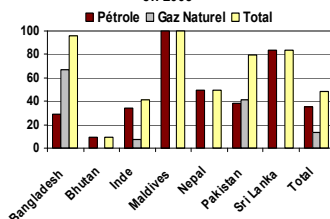
Revu par

françois.kruger@missioneco.org

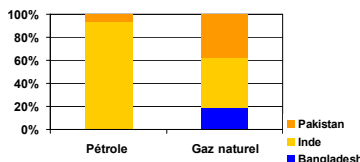
Répartition des sources d'énergie de l'Asie du Sud en 2005



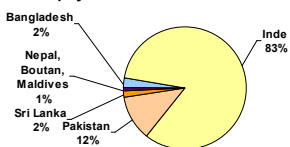
Part de la consommation d'hydrocarbures / à la consommation énergétique totale en 2005



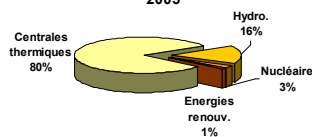
Répartition par pays de la production d'hydrocarbures en Asie du Sud en 2005



Part de la production électrique par pays en Asie du Sud en 2005



Répartition de la production électrique par source d'énergie en Asie du Sud en 2005



La forte croissance de l'économie et de la population de l'Asie du Sud depuis quelques années entraîne une forte augmentation de sa consommation énergétique. La consommation d'énergie primaire commerciale (hors déchets, bois et autres biomasses, lesquelles représentent plus de la moitié de la consommation énergétique totale) a augmenté de plus de 52% entre 1993 et 2003. L'Asie du sud représente plus de 4% de la consommation énergétique mondiale.

Disparité des mix énergétiques des pays d'Asie du Sud

Le charbon et le pétrole sont les principales sources d'énergie commerciales de la région mais on note des différences significatives par pays. Le mix énergétique du Bangladesh est dominé par le gaz (85%) alors que l'Inde dépend fortement du charbon (53%) et le Sri Lanka du pétrole (84%). Le Pakistan a un mix assez diversifié parmi le pétrole (38%), le gaz naturel (41%) et l'hydroélectricité (14%). Les pays himalayens du Bhoutan et Népal utilisent abondamment les ressources hydroélectriques (82%).

Une région aux problématiques communes

L'Asie du Sud est fortement dépendante des importations de pétrole (70% de ses besoins). Le gaz naturel y est une ressource abondante mais entièrement consommé par le marché domestique et mal répartie entre les pays. Le secteur électrique est vétuste et insuffisant : on constate de nombreuses pénuries dues à une production insuffisante, des turbines trop âgées, une faible maintenance, du charbon de mauvaise qualité et des pertes sur le réseau de T&D.

L'Asie du Sud est aussi marquée par une forte croissance de sa demande électrique : l'Inde a des projets de construction de centrales électriques de plus 100 GW d'ici 2012, de 12300 MW d'ici 2015 au Pakistan, de plus de 5600 MW en 2015 à Sri Lanka et de plus de 1,8 GW à construire pour combler la demande actuelle au Bangladesh. C'est une zone où plus de 50% des ménages sont non connectés au réseau électrique et où la consommation d'énergie à partir de biomasse.

Les défis de l'Asie du Sud

Les trois grands défis de l'Asie du Sud sont, d'une part, de sécuriser son approvisionnement en énergie primaire, d'autre part, de produire plus et mieux et enfin de réaliser des économies d'énergie.

Le premier objectif ne peut être atteint qu'en réduisant sa dépendance en pétrole brut en diversifiant ses sources. A cette fin, une coopération énergétique bilatérale et régionale est primordiale pour l'importation de gaz naturel sous forme de GNL ou par gazoduc. En effet, l'intérêt de l'Inde et du Pakistan réside dans les projets de gazoduc qui permettraient d'acheminer le gaz iranien et celui de la région caspienne. Le projet de gazoduc Myanmar – Bangladesh – Inde représente aussi un fort intérêt. Les pays d'Asie du Sud, fortement consommateurs devront aussi poursuivre le dialogue entamé avec les pays producteurs du Moyen Orient qui ne peut que servir les intérêts de tous. Par ailleurs, l'Inde et le Pakistan parient sur le nucléaire mais dont le développement dépend fortement du contexte international. Compte tenu de son fort potentiel, l'hydroélectricité est une énergie amenée à se développer car des projets communs gagnants-gagnants avec ses voisins existent même si l'utilisation de cette ressource partagée est conflictuelle.

Chiffres clés Asie du Sud**Pétrole :**

Consommation 2005 : 3,1 M bbl/j

Production 2005 : 0,93 M bbl/j

Importation 2005 : 2,2 M bbl/j

Gaz naturel :

Production 2005 : 63 Mds de m3

Electricité :Consommation 2005 : 680 Mds de
kW/h

Le second objectif de produire plus et mieux peut être réalisé en libéralisant le secteur des hydrocarbures et de l'électricité, dont la réglementation est trop souvent contraignante pour permettre le financement privé de projets, en rapprochant les centres de production des centres de consommation, en modernisant le réseau de T&D sujet à des pertes techniques et commerciales agrégées qui dépassent souvent plus de 40%. L'Asie du Sud dispose aussi d'un énorme potentiel d'énergies renouvelables, qu'elles soient éoliennes, solaires, hydrauliques ou liées à la biomasse.

Enfin, il existe aussi un fort potentiel d'économie d'énergie au niveau de la consommation qu'elle soit domestique, agricole, commerciale ou industrielle. D'importantes économies d'énergies fossiles sont aussi possibles par un appui aux politiques publiques de développement des carburants propres, notamment en développant les biocarburants.

Les pays d'Asie du Sud font face à un déficit énergétique grandissant dans un contexte de croissance à un niveau élevé. L'intérêt d'une coopération régionale ne fait pas de doute au sein de ces pays. Mais de nombreux obstacles persistent tant au niveau politique qu'économique pour mettre en œuvre ces projets.

**Informations
Financières****Auteur de l'article**thomas.marx@missioneco.org**Revu par**frederic.rossi@missioneco.org**La fiche du mois: Reliance ADA Group**

Plus d'un an après la séparation (*demerger*) du groupe Reliance en deux entités, Reliance Industries et Reliance ADA, la holding dirigée par le frère cadet de la famille ne manque pas de nouvelles ambitions. Ayant hérité des filiales non-énergétiques de Reliance, considérées comme le parent pauvre du groupe, Anil Ambani a su faire prospérer ses sociétés pour faire de Reliance ADA, avec plus de 33 millions de clients et 8 millions d'actionnaires, le troisième plus important groupe du pays par son chiffre d'affaires et le cinquième par sa capitalisation boursière (22 Mds USD).

Activités du groupe

Reliance ADA dispose de quatre branches d'affaires principales :

- **Reliance Communications** : vaisseau amiral du groupe Reliance ADA (26 millions de clients), Reliance Communications est présent sur l'ensemble des segments de la téléphonie, fixe (80 000 km de fibre optique), mobile (20 M d'abonnés soit 20% de part de marché) et communications internationales (rachat de Flag Telecom aux Etats-Unis) ;

- **Reliance Energy** : seconde activité du groupe par son importance (5 millions de clients), Reliance Energy est active sur l'ensemble de la chaîne de production et distribution d'énergie (l'exploration-production étant dévolue à Reliance Industries), assurant la distribution de 6000 MW auprès de deux foyers sur trois à Delhi et Bombay ;

- **Reliance Capital** : la filiale de services financiers du groupe fait partie des trois premiers acteurs du secteur, et est présente sur l'ensemble des activités financières (hors banque), avec 6 Mds USD de fonds sous gestion ;

- **Reliance Media & Entertainment** : sensiblement plus petite que ses aînées, la filiale de media comprend deux activités principales, Adlabs Films pour le cinéma (exploitation de 46 multiplexes et montage de 60% des films de Bollywood) et BIG Radio (plus important réseau indien avec 45 licences).

Le groupe est également très présent dans les infrastructures : routes dans le sud de l'Inde, projet de métro aérien à Bombay, ZES...

Résultats financiers

Note : taux de change INR/USD utilisé : 46

Reliance Energy

(M USD)	2005-06	2004-05
Chiffre d'affaires	1 002	998
Résultat net	141	113
Employés	N/A	N/A
Dividende	23	19

Reliance Communications

(M USD)	2005
Chiffre d'affaires	1 000
Résultat net	500
Employés	N/A
Dividende	0

Reliance Capital

(M USD)	2005-06	2004-05
Chiffre d'affaires	142	64
Résultat net	117	23
Employés	140	21
Dividende	18	9.5

Reliance Media & Entertainment

(M USD)	2005-06	2004-05
Chiffre d'affaires	22	18
Résultat net	5.2	4.2
Employés	N/A	N/A
Dividende	N/A	N/A

Parts des sociétés détenues par la holding

Reliance Energy	53%
Reliance Communications	40%
Reliance Capital	63%
Reliance Media & Entertainment	55%

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de NEW DELHI (adresser les demandes à newdelhi@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

Les ME s'efforcent de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigeront, dans la mesure du possible, les erreurs qui leur seront signalées. Toutefois, elles ne peuvent en aucun cas être tenues responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Éditeur :

Mission Économique
Adresse : 2/50 E Shantipath
Chanakyapuri
NEW DELHI 110 021
INDE

Directeur de la publication : jean.leviol@missioneco.org,
Assisté de : dominique.simon@missioneco.org,

hubert.colaris@missioneco.org,
jean-philippe.quercy@missioneco.org

Revue par : eric.pierrat@missioneco.org

Date de parution : 18 octobre 2006

ISSN : Portail Marchés Extérieurs - 1638 - 1610

Tarif annuel (11 numéros) : 153 EUR

Abonnement :

En ligne <http://extranet.dgtpe.fr/diffusion>

Email abonnement: shoma.chakraborty@missioneco.org



Inde et Asie du Sud - Chiffres Clés

Actualisation septembre 2006

Sources : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Nations unies (NU), Sources indiennes (SI), Sources françaises (SF).
Abréviations : M : million ; Mds : milliards.

1/ Généralités sur l'Inde

Superficie	3,2 M de km ²	Soit environ 6 fois la superficie de la France
Population	1,103 Mds d'hab. (2005, NU)	Soit 17% de la population mondiale
Accroissement démographique	1,55 % (moyenne 2000-2005, NU)	Soit 17 millions d'habitants en plus chaque année
Taux d'urbanisation	28,3 % (2003, BM)	OCDE : 75,9 et Chine : 38,6 %
Villes principales	Mumbai (19 M d'hab.), Delhi (18), Calcutta (15), Chennai (7,3), Bangalore (6,6), Hyderabad (6,3), Ahmedabad (5,2) (2001, SI)	Mumbai est la 6ème ville la plus peuplée au monde, Delhi la 8ème et Calcutta la 11ème
Taux de fécondité	3,1 enfants/femme (moyenne 2000-2005, NU)	OCDE : 1,8 et Chine : 1,7 enfants/femme
Espérance de vie	63,3 ans (2003, BM)	OCDE : 77,7 et Chine : 71,6 ans
Mortalité infantile	62 ‰ (2004, BM)	Chine : 26 ‰
Taux d'analphabétisme	39 % à l'âge adulte (2003, BM)	Chine : 9%
Emploi	Les données sur la population active et le taux de chômage ne sont pas fiables, compte tenu de l'ampleur du secteur « informel » (plus de 90% des emplois)	
Nombre des ménages ayant un deux-roues	22,5 millions (11,7% du total des ménages)	
Nombre des ménages ayant une voiture	4,9 millions (2,5% du total des ménages)	

2/ Economie de l'Inde

		02-03	03-04	04-05	05-06	Chine 2005			02-03	03-04	04-05	05-06	Chine 2005
PIB courant (Mds USD)		510 (3,8)	604 (8,5)	691 (7,5)	746 (8,4)	2 226 (9,9)	Exportations de marchandises (% PIB)	10,6 (20,3)	11,0 (23,3)	11,8 (23,9)	13,1 (27,5)	34,3 (28)	
Inflation	Prix de gros (évolution annuelle en %)	6,5	4,6	5,1	4,1	4,9	Importations de marchandises (% PIB)	12,7 (14,5)	13,3 (24,1)	17,1 (48,5)	19,6 (31,6)	28,2 (18)	
	Prix à la consommation (évolution annuelle en %)	4,1	3,5	4,2	4,9	1,8	Balance commerciale (% PIB)	-2,1	-2,3	-5,3	-6,5	6,0	
Finances publiques	Déficit des administrations publiques (% du PIB)	9,6	8,5	7,5	7,5	1,7	Balance courante (% PIB)	1,2	1,8	-0,9	-3	7,2	
	Déficit administrations centrales (% du PIB)	5,9	4,5	4,0	4,1		Balance des capitaux (% PIB)	2,3	3,5	5,0	3,5	0,2	
	Déficit au niveau des Etats (% du PIB, SI)	4,1	4,5	3,5	3,2		Exportations de biens français (Mds €)	1,0 (-1,8)	1,0 (0)	1,3 (29,5)	1,8 (41,8)	5,7 (9,7)	
Taux de change (en INR pour 1 USD)		48,4	45,9	44,9	44,3		Importations de biens français (Mds €)	1,5 (-1,9)	1,5 (0,1)	1,7 (13,8)	2,1 (25,1)	20,8 (25,5)	

L'année budgétaire va du 1er avril au 31 mars. Le commerce bilatéral France-Inde est exprimé en année calendaire (SF : douanes). Les taux de croissance (%) sont indiqués entre parenthèses. La part de marché de la France en Inde est d'environ 1,5%. L'Inde est le 40ème client de la France. La France est le 8ème investisseur en Inde depuis 1991. Environ 270 entreprises françaises sont présentes en Inde, qui emploient plus de 40 000 personnes.

3/ Données de base pour l'Asie du sud

	Afghanistan	Bangladesh	Bhoutan	Maldives	Népal	Pakistan	Sri Lanka
Superficie (km ²)	652 090	144 000	47 000	300	147 180	796 100	65 610
Population (Millions)	29,9	142	0,92	0,33	27,1	156	19,6
Accroissement démographique (%)	n/d	1,9	2,4	2,5	2,0	2,4	0,8
Espérance de vie (années)	43	63	64	67	62	65	74
Analphabétisme (%)	72	59	41	4	51	50	9
Pauvreté (%)	n/d	49,8	n/d	n/d	42	33	25
PIB (Mds USD)	7,17	60,0	0,84	0,82	7,35	111,0	23,5
Taux de croissance (%)	13,8	5,4	5,85	-3,6	2,3	7,8	5,3
PIB/hab. (USD)	240	403	1059	2441	322	769	1199
Inflation - prix à la consommation (%)	12,9	7,0	5,2	5,7	9,1	9,1	10,6
Exportations (% PIB)	8,3	16,1	26,9	62,0	16,1	15,3	34,0
Importations (% PIB)	-51,0	22,6	44,4	113,5	29,3	19,9	45,6